

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Conseil municipal
du 23 septembre 2026 à 19h,
réuni en l'Hôtel de Ville,
sous la présidence de
Monsieur Gabriel MELAÏMI, Maire
Date de convocation : 17 septembre 2026

Conseillers en exercice : 33
Conseiller présents : 26
Nombre de pouvoirs : 6
Nombre de votants : 32

Etaient présents :

Gabriel MELAÏMI, Francis LEFEVRE, Gabriela MIDA, Christophe GUILLEMIN, Véronique DEHAME ROUSSEAU, Robin MENOT, Patrick ROUSSEAU, Dominique FAIVRE, Daniel DECLEIR, Ibrahima SAID ALI, Benoît PROFFIT, Michèle ZAJDMAN, Françoise LUZZI, Thierry PREVOT, Giuseppa RADER, Christelle VAN HOOTEGEM, Stéphane MONTREUIL, Yannick BREAVOINE, Victoria COWLESSUR, Nicolas NOYALET, Stéphanie ALLART, Damien JAUREGUY, Michel SPEMENT, Virginie DOUAT, Pierre-Marie JUMEAUCOURT, Eloïse PEYLE.

Absents ayant donné pouvoirs :

Tonia VIVIEN, pouvoir à Véronique DEHAME ROUSSEAU, Marie-Line DOMESOR, pouvoir à Victoria COWLESSUR, Bérangère MELON, pouvoir à Thierry PREVOT, Françoise NIVESSE pouvoir à Michel SPEMENT, Catherine SCHMITT LECOMTE pouvoir à Virginie DOUAT, Thierry GALIN, pouvoir à Pierre-Marie JUMEAUCOURT.

Est désigné secrétaire de séance : Thierry PREVOT

DEL 2026-09-08
ACCUEIL DES CIRQUES ET SPECTACLES ITINERANTS - TARIFS

Rapporteur : Robin MENOT

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la Décision DEC2022-22 du 30 mars 2022, fixant notamment le tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour l'accueil des cirques,

Vu la Décision DEC2024-39 du 8 avril 2024, portant création d'une régie de recettes « Foires, marchés et fêtes foraines » auprès du service de la Police municipale,

Suite à l'aménagement du terrain situé avenue Pasteur, un nouveau fonctionnement est mis en place concernant l'accueil des cirques et spectacles itinérants :

- Le service de la police municipale assure l'accès et l'installation des cirques et autres spectacles itinérants sur le terrain aménagé à cet effet, situé avenue Pasteur,
- Un état des lieux du terrain sera réalisé avant et après chaque installation,
- Le tarif d'occupation du domaine public est fixé à 200 € par semaine (période de 7 jours consécutifs, toute période entamée étant due),
- Une caution de 1.500 € est mise en place.

La caution sera restituée après l'état des lieux de sortie, sous réserve qu'aucune détérioration, ni aucun dépôt de matériel ou de débris nécessitant l'intervention des services municipaux ne soit constaté, et que la date de fin d'occupation fixée dans l'arrêté municipal autorisant l'installation soit respectée.

Dans ce cas, elle sera conservée en intégralité.

Le rapporteur propose au Conseil municipal de bien vouloir :

- Abroger les dispositions de la Décision DEC2022-22 du 30 mars 2022 relatives au tarif applicable aux cirques,
- Fixer à compter du 1^{er} novembre 2026 le tarif suivant pour la redevance d'occupation du domaine public relative à l'accueil des cirques et spectacles itinérants sur le territoire de la Commune :

Accueil des cirques et des spectacles itinérants	200 € / semaine*
--	------------------

* période de 7 jours consécutifs, toute période entamée étant due

- Instaurer à compter du 1^{er} novembre 2026 une caution obligatoire de 1.500 € pour l'installation des cirques et spectacles itinérants,
- Préciser que la redevance d'occupation du domaine public et la caution susvisées seront perçues par la régie « Foires, marchés et fêtes foraines » instituée auprès du service de la Police municipale, et modifiée en conséquence.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la proposition du rapporteur.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Ont signé au registre les membres présents.
Pour copie certifiée conforme,
A Crépy-en-Valois, le 23 septembre 2026.

Publié sur le site internet
de la commune
le : 29 SEP. 2026

Thierry PREVOT
Secrétaire de séance

Gabriel MELAÏMI,
Maire de Crépy-en-Valois
1^{er} Vice-président de la CCPV



INFORMATIONS – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération, régulièrement affichée et transmise au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site : www.telerecours.fr. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune dans le même délai.

Accusé de réception en préfecture
060-216001750-20260923-DEL2026-09-08-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026